

CAP Finistère



Penn Ar Bed

L'hebdomadaire de la Fédération du Finistère du Parti Socialiste

ISSN 1269-0791 - 0,75 euro

N° 1402

VENDREDI 2 SEPTEMBRE 2022

Taxons les superprofits!

Pour quoi nous battons-nous? Pour qui nous battons-nous? Avec qui nous battons-nous? Voilà les questions que les socialistes, avec leurs partenaires et des représentants des forces syndicales et associatives, se sont posées le week-end dernier au Campus 2022 à Blois.

A lors que cette rentrée s'annonce particulièrement compliquée pour des millions de familles, le gouvernement reste passif, ou pire, prépare de nouvelles mesures qui frapperont en priorité les plus modestes. Les salaires augmentent moins vite que l'inflation et déjà des projets apparaissent pour réduire encore les prestations pour les demandeurs d'emploi ou repousser l'âge de départ à la retraite.

Dans le même temps, rien n'est fait pour accorder la présomption de salariat aux travailleurs des plateformes, pour progresser sur l'égalité femmes/hommes ou réduire les profits de spéculations.

Il y a aujourd'hui un débat sur le partage de la valeur ajoutée qui ne peut plus être ignoré.

Les chiffres sur les superprofits sont éclairants. Or, le gouvernement a rejeté l'amendement sur leur taxation défendu par Christine Pirès Beaune, au mois de juillet.

De même, en 2021 le CAC40 a fait exploser son précédent record qui datait de quinze ans : 174 milliards d'euros de bénéfice! Du jamais vu!

Mais le gouvernement refuse d'intervenir. Pire, il se refuse à augmenter les impôts alors que selon l'OCDE, la part pesant sur les individus représentait 11% des recettes fiscales de l'État, il y a trente ans. Elles en pèsent le double aujourd'hui.



Une mesure de justice fiscale

Dans le même temps, la part de l'impôt sur les sociétés a baissé. Les entreprises et leurs actionnaires ont bénéficié des largesses du gouvernement, comme la fin de l'ISF, l'allègement de la fiscalité sur les dividendes avec la flat tax, la réduction de huit points de l'IS ou la baisse des impôts de production.

Les grands patrons utilisent le bouclier des PME pour légitimer leurs demandes. Mais en réalité, les 197 000 petites entreprises ont un taux d'imposition réel de sept points supérieurs aux grandes entreprises.

Face à cette scandaleuse explosion des inégalités, Olivier Faure a proposé que l'ensemble des parlementaires de la Nouvelle Union Populaire Écologique et Sociale dépose à la rentrée parlementaire un projet de référendum d'initiative partagée (RIP). La question serait : **« Français, êtes vous favorables ou non, à la taxation des superprofits pour vous rendre du pouvoir d'achat et engager la transition écologique ? »** **« Et nous verrons quels sont les députés ou sénateurs courageux prêts à joindre leurs signatures à celle de la Gauche. Ce combat, nous pouvons le remporter, dès à présent, par la mobilisation de l'opinion, comme nous avons su le faire, toute la gauche déjà rassemblée, contre la privatisation d'ADP »,** a annoncé Olivier Faure.

**CAP
FINISTÈRE**
26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER
DÉPOSÉ LE 1^{er}/09/2022

SITE DE DEPOT
P1
LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

Le message de Blum

À l'occasion du 150^e anniversaire de sa naissance, de nombreuses publications nous permettent de mieux comprendre son message. Milo Lévy-Bruhl, l'un de ses principaux exégètes a, à Blois, résumé sa conception du Parti Socialiste.

Léon Blum, a choisi, en 1920, de rester à la SFIO, parce qu'il ne partageait pas la conception bolchévique du rôle du parti. Pour Léon Blum, le parti n'a pas uniquement pour mission la conquête du pouvoir et le contrôle de l'État. Il doit bien sûr remporter les élections, mais il doit aussi et surtout faire infuser ses idées de justice et d'égalité dans la société, avec les forces syndicales et associatives.

Le Parti Socialiste ne peut donc pas se contenter d'être une machine électorale. En 1936, c'est bien parce que les cortèges syndicaux ont convergé et que les salariés se sont mis en grève que Léon Blum a pu faire les accords de Matignon, les 40 heures et les congés payés.

PS29

Avec les Ukrainiens

Ne pas s'habituer à l'inacceptable. Voilà le message qu'ont adressé des centaines d'Ukrainiens, et surtout d'Ukrainiennes, le 24 août, dans les rues de Brest et Quimper.



Des témoignages poignants

Cette date était particulièrement symbolique pour ces réfugiés. Elle correspond en effet au 31^e anniversaire de l'indépendance du pays, mais aussi au sixième mois de la guerre déclenchée par Vladimir Poutine, le 24 février 2022.

Cependant, une partie de la population ukrainienne, à l'Est du pays, vit en état de guerre depuis 2014. Une partie du territoire ukrainien a en effet été annexé par la Russie, sans réaction de la communauté internationale (voir encadré).

Pour l'armée russe, le conflit devait être rapide et ne durer que quelques jours, voire quelques semaines. C'était sans compter sur la détermination de l'armée et de la population ukrainienne.

Les rassemblements organisés à Brest et Quimper ont donné à des réfugiés l'occasion de témoigner de ce qui se passe dans leur pays. Pour la première fois, ils et elles ne célébraient pas leur fête nationale dans leur pays. **« Nous témoignons parce que les images ne suffisent pas à décrire les conditions de vie, là-bas, les alertes incessantes, les menaces permanentes, les nuits passées dans le métro ou les parkings »**, a expliqué l'une d'entre elles, à Brest.

Si de nombreux réfugiés sont venus en France, la grande majorité est restée en Ukraine, passant du Sud ou de l'Est, à l'Ouest du pays, multipliant parfois le nombre d'habitants de certaines villes par deux. Dans les zones de guerre, la population, en plus d'être en permanence sous la menace des bombardements ou

ses snippers russes, n'a plus d'accès à l'eau potable ou à l'électricité.

Au moment où les réfugiés ukrainiens dans le Finistère se rassemblaient, dans leur pays, la gare de Dnipropetrovsk, au centre du pays, était prise pour cible par l'armée russe provoquant la mort de 25 personnes.

« Les Ukrainiennes et les Ukrainiens comptent sur nous. »

Selon les chiffres de la Préfecture, 925 Ukrainiens étaient accueillis, au mois d'août, dans le Finistère. Parmi eux, 258 élèves sont inscrits dans les établissements scolaires du département.

L'élan de solidarité, très important dans le Finistère, au début de la guerre, a malheureusement eu tendance à s'émousser. Pourtant, les besoins restent importants. D'abord, pour héberger les réfugiés. Au mois de mars, la Préfecture avait recensé 2 600 propositions de logements, mais il faut régulièrement en trouver de nouveaux.

Les réfugiés se heurtent également à des difficultés de type administratives qui les empêchent de travailler. **« Nous savons que plusieurs réfugiées, qui disposent pourtant de diplômes d'infirmières, ne peuvent pas travailler en France, alors qu'elles en ont les capacités »**, regrettent les représentants de l'association *Iroise-Ukraine*.

L'hiver arrive et nous avons besoin de collecter des vivres et du matériel, explique *Iroise-Ukraine*. Nous avons besoin de vêtements, de sacs de couchages et de couvertures. Mais aussi de produits d'hygiène et de premier secours ainsi que de nourriture non périssable.



Une détermination indéfectible

Une guerre pour la démocratie



De retour de Kiev, le député européen Raphaël Glucksmann est intervenu le 28 août, au Campus 2022 à Blois, pour appeler les Européens à soutenir encore plus les Ukrainiens contre l'agression militaire russe.

« Si nous avions réagi plus fermement en 2014, nous aurions pu éviter cette guerre », a insisté le député européen.

Alors que le pays est en guerre, le Parlement ukrainien débat du mariage pour tous. Cette question peut paraître secondaire dans un pays où à chaque instant un missile peut frapper un immeuble. *« Mais mes interlocuteurs m'ont précisé que c'est justement parce qu'ils se battent contre un régime autoritaire qu'il faut que la vie démocratique se poursuive. »* La guerre qui se déroule sur les 2 500 kilomètres de front, oppose, bien sûr, deux armées, mais plus largement, elle oppose deux conceptions du monde, deux modèles de société. Et l'Europe doit se ranger résolument dans le camp de la démocratie car son avenir sur le continent se joue actuellement en Ukraine.

Partout, la détermination à se battre jusqu'au bout, jusqu'à la mort est exprimée sans forfanterie. Et la frustration, très présente, vis-à-vis de certains pays européens, est pusillanimes dans leur soutien, se partage sans acrimonie, ni vitupération. La colère existe évidemment, sourde, profonde. Mais ce qui prédomine est la certitude de faire ce qui doit être fait, d'être là où l'on doit être, comme ancré, appartenant à quelque chose qui nous oblige et nous dépasse. L'amour, aussi, pour son pays, son peuple, ses voisins. Une fierté calme, une tristesse sans effusion, une force douce. Comme si le déchaînement de violence russe devait être contré par son antithèse, la maîtrise de soi.

Vous pouvez apporter votre aide à l'association *Iroise-Ukraine* (asso.iroise.ukraine@gmail.com) 06 66 03 43 61 15 avenue Baron Lacrosse - 29850 Gouesnou

30 ans!

Il y a trente ans, quasiment jour pour jour, François Cuillandre, alors Premier secrétaire fédéral, et Robert Denis, secrétaire fédéral à la communication, renouaient avec la longue tradition des Socialistes du Finistère et relançaient la publication hebdomadaire du Breton Socialiste interrompue treize ans auparavant.

C'est en effet le jeudi 3 septembre 1992, quelques jours avant le référendum sur le traité de Maastricht que fut publié le premier exemplaire de cette série qui en est, aujourd'hui, à son 1402^e numéro.

Quelques mois auparavant, en janvier 1991, le Premier secrétaire fédéral avait déjà lancé *Cap Finistère*, un magazine de 14 pages, publié tous les deux mois.

Dans son édito de présentation, François Cuillandre fixait deux objectifs au *Breton socialiste* hebdomadaire : d'abord devenir un outil régulier de liaison entre la Fédération et les adhérents. Mais il devait aussi « **permettre de faire connaître nos**

positions à nos sympathisants et à ceux qui constituent les relais d'opinion de notre Département ».

En devenant directeur de publication, François Cuillandre renouait avec une longue tradition des socialistes finistériens qui trouve son origine dès 1900 avec le lancement, par Yves Lefebvre, des premiers numéros du *Breton Socialiste*.



ALLER DE L'AVANT

Ce numéro du Breton Socialiste est le premier d'une nouvelle série que nous espérons longue.

A la fin des années 70, les socialistes finistériens s'étaient dotés d'un journal hebdomadaire qu'ils ont dû abandonner pour des raisons financières.

13 ans après, à l'image du Rappel du Morbihan et du Combat des Côtes d'Armor, organes des Fédérations Socialistes, nous voulons renouer avec la périodicité hebdomadaire.

Le pari est ambitieux mais l'équipe fédérale estime que le jeu en vaut la chandelle. Dans une conjoncture politique difficile, et qui va rapidement s'accroître, les socialistes doivent faire entendre leur voix.

Notre objectif est double :

- Il est en premier lieu interne. Le Breton Socialiste doit être un outil régulier de liaison avec nos adhérents. Nous y publierons des informations sur l'activité de la Fédération et des sections. Nos militants, nos élus pourront s'y exprimer.

- Il est en second lieu externe. Il doit permettre de faire connaître nos positions à nos sympathisants et à ceux qui constituent les relais d'opinion de notre département. Et nous espérons que nos analyses trouveront un écho, notamment dans la presse locale.

Cet outil, nous l'avons conçu comme complémentaire de Cap Finistère qui continuera à être publié 4 à 5 fois par an. Celui-ci, moins « militant » et à l'audience plus large, constitue pour nous un outil irremplaçable et apprécié.

Ce numéro du Breton Socialiste est tiré à 4 200 exemplaires. Sa



Jeudi 3 septembre 1992

Hebdomadaire
LE BRETON SOCIALISTE
B.P. 69
29103 QUIMPER CEDEX
Dispensé du timbrage
Port payé - BREST P.P.



Sommaire

Editorial.....	1
Agenda.....	1
DOSSIER :	
Bâtir l'Europe sociale.....	2-3
Campagne pour le OUI.....	3
Billet de mauvaise humeur.....	4
Inauguration du local de la Féed.....	4
Breves.....	4

Agenda

■ Fête de la Rose de la VIII^e cir.

Le premier numéro d'une longue série

Cette première expérience pris fin en 1905. Il fallut attendre janvier 1929 pour que Guy Le Normand relance ce journal. Au mois de juin 1940, la parution s'interrompt. Dès 1944, Tanguy Prigent relance sa publication qui s'arrêtera en 1966. En 1976, sous l'égide de Bernard Poignant, une nouvelle série de l'hebdomadaire, de 8 pages, est relancée mais elle s'interrompt, pour des raisons financières en 1978.

C'est en janvier 1996, (numéro 166), alors que Nathalie Bernard était secrétaire fédérale à la communication, que le *Breton Socialiste* change de nom et devient *Cap Finistère*. Le dernier numéro du *Cap Finistère*, version magazine, a quant à lui été publié en novembre 1997 à l'occasion du Congrès national qui s'est tenu à Brest.

La version lancée par François Cuillandre est donc celle qui a duré le plus longtemps depuis la création de la SFIO. François Cuillandre et Robert Denis concluaient le premier édito de la nouvelle série par : « **Nous voulons jouer sur la durée** ». Trente ans plus tard, force est de constater que l'objectif est largement atteint.

En savoir plus

Ernest Pignon-Ernest pionnier du street-art



Le Fonds Hélène & Édouard Leclerc pour la Culture à Landerneau présente actuellement une exposition consacrée à l'œuvre d'Ernest Pignon-Ernest, pionnier du street-art et authentique artiste de Gauche.

Originaire de Nice, Ernest Pignon-Ernest a inventé une forme d'expression artistique engagée qui consiste à exposer ses œuvres dans des sites où elles prennent tout leur sens. L'emplacement des murs sur lesquels il colle ses fresques a autant d'importance que ses dessins.

Il réalise une de ses premières œuvres à l'occasion du déplacement du dirigeant Sud-Africain dans sa ville natale, à l'invitation du maire RPR de l'époque, Jacques Médecin. Sur tout le parcours que doit emprunter le cortège présidentiel, entre l'aéroport et la mairie de Nice, Ernest Pignon-Ernest avait collé des affiches dénonçant l'apartheid. Pour le centenaire de la Commune de Paris, c'est sur les lieux mêmes de l'insurrection parisienne que l'artiste expose ses collages.

L'exposition permet ainsi de suivre, à travers le monde, les performances de l'artiste qui parvient à révéler des réalités politiques et sociales trop souvent cachées.

Ce qui frappe le plus dans l'œuvre d'Ernest Pignon-Ernest, c'est la précision de ses traits, mais aussi le message qu'il fait passer dans ses collages. Pour répondre à une campagne d'opposants à l'IVG, il peint des corps pour rappeler que les avortements clandestins tuent les femmes.

Une exposition à voir absolument !

Disparition



Nous avons appris avec tristesse, cet été, la disparition de Jean-Luc Polard. Élu municipal à Brest de 1989 à 2018, il fut notamment, en charge des finances, de la cohésion sociale ou des services à la population.

Jean-Luc Polard fut conseiller départemental du canton de Brest Bellevue de 2008 et 2015, plus particulièrement en charge de la politique des déchets.

Toutes celles et tous ceux qui l'ont côtoyé mettent en avant sa capacité de travail et son sens de la répartie.

Agenda

11 septembre

À partir de 12h00 :
barbecue de rentrée des
sections brestoises à
l'Auberge de jeunesse
du Moulin Blanc à Brest.
Inscription obligatoire
ps-brest@wanadoo.fr

24 septembre

Université de rentrée
de l'UESR et de la
Fédération à Moulin Mer
à Logonna-Daoulas.
Inscription obligatoire
ps29.bzh

Cap Finistère

Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428
N° 1402 - Vendredi 2 septembre 2022
www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication :
Yves FORMENTIN-MORY
Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement numérique

..... @

Tarifs pour l'année
Adhérents : 25 euros
Non adhérents : 35 euros

Chèque à l'ordre de :
ADFFFP

La République du travail

Dans son discours de clôture du Campus 2022 à Blois, Olivier Faure a exhorté les socialistes à mener la bataille culturelle pour faire prévaloir l'intérêt général et ne pas tomber dans les pièges tendus par ceux qui ne défendent que leur intérêt personnel.

« **L**a mauvaise querelle sur "l'assistantat" est désormais reprise par l'ensemble des Droites jusqu'à l'Élysée », a déploré le Premier secrétaire du PS. « Les bénéficiaires du RSA ne sont plus les victimes d'un système qui ne leur a pas laissé de place, mais décrits comme les paresseux qui vivent au crochet de la société.

Je sais que m'opposant à ce discours, je ne risque pas la popularité. Mais je voudrais que chacun entende ce que j'ai à dire. Il est exact que ceux qui travaillent ont des revenus qui ne les distinguent pas assez des revenus de solidarité. Mais ce n'est pas parce que le montant des aides est trop important, c'est parce que celui des salaires est trop faible! Ce qui n'est pas acceptable, c'est d'avoir aujourd'hui un salaire minimal si proche du seuil de pauvreté!

« Ce n'est pas parce que le montant des aides est trop important, c'est parce que celui des salaires est trop faible ! »

Puisque nous invoquons, aujourd'hui, la mémoire de Léon Blum, revenons à la "République du travail" qu'il appelait de ses vœux. Et la République du travail c'est d'abord celle des travailleurs!

J'entends les Droites clamer hypocritement leur volonté de défendre la valeur travail. Mais quelle valeur lui accordent-ils s'il n'est pas correctement rémunéré?

LREM, Agir, Modem, LRetRN ont rejeté dans un vote commun, l'augmentation du SMIC à 1 500 euros! Au moment où l'inflation s'installe durablement et menace de dépasser toutes les prévisions, je veux rappeler aux "rigoureux", aux bien-pensants qui en relativisent les conséquences : cette hausse des prix frappe d'abord les produits de première nécessité : énergie, alimentation, logement. Les effets de l'inflation sont beaucoup plus puissants pour les ménages modestes. Derrière les moyennes se cachent de profondes inégalités.

La République du travail, c'est un salaire qui permet de vivre dignement et de faire vivre dignement sa famille ;

La République du travail, c'est partager le pouvoir dans l'entreprise pour partager

la richesse avec 50% des salariés dans les conseils d'administration ;

La République du travail, c'est la protection contre les accidents de la vie professionnelle grâce au régime de l'assurance chômage ;

La République du travail, c'est reconnaître qu'à travail égal, le salaire doit être égal quel que soit son genre ;

La République du travail, c'est refuser la régression des droits des salariés par l'ubérisation de pans entiers de l'activité ;

La République du travail, c'est le droit au repos dès 60 ans, à commencer par ceux qui ont travaillé tôt et les 25% de Français qui s'usent en exerçant un travail pénible ;

La République du travail, c'est de refuser que la rente soit désormais moins imposée que le travail!

Aux nouveaux élus je le dis : ils vous inviteront dans leur loge pour assister aux grands événements culturels ou sportifs. Ils vous feront goûter aux merveilles de la cuisine française dans les restaurants étoilés. Ils vous laisseront penser que vous appartenez au même monde, celui des éclairés qui connaissent la marche "forcément inégalitaire" du monde. Ils tenteront de corrompre vos esprits en vous incitant à partager un intérêt supérieur de la nation qui coïncide très exactement avec leurs intérêts propres.

Et vous leur répondez! En effet, il faut créer des richesses avant de les redistribuer. Mais le capital se transmet principalement par héritage et ses titulaires prennent des risques très calculés. Dès que leurs placements rapportent moins, ils sont les premiers à quitter le navire. Et quand il s'agit de lancer de nouvelles odyssees industrielles, lorsqu'il faut réaliser d'importants travaux de recherche, c'est toujours vers l'État que les industriels se retournent.

Oui il faut rémunérer le talent, mais qui peut justifier des écarts de salaires abracadabrants? Les revenus des salariés fondent avec l'inflation et les patrons du CAC40 se voient accorder des rémunérations extravagantes qui ont doublé en 2020 pendant la crise sanitaire. Qui crée la valeur? le dirigeant sans aucun doute, mais avant tout ce sont les milliers de salariés qui inventent, produisent, commercialisent. »

